

MONDIALISATION

Tous les numéros gagnent?



Que faire face à la mondialisation? Le professeur Charles-Albert Michalet lors de sa conférence au Forum Geesseknäppchen. (photo: woxx)

Les syndicats souhaitent lancer la discussion sur la mondialisation. Entre le fatalisme des experts et l'attitude défensive des perdants potentiels, il est difficile de dégager une attitude constructive.

"Il y a pire que la délocalisation: l'externalisation. Jusqu'ici, une firme construisait une usine dans un pays lointain pour produire soi-même, mais à moindre coût. Désormais on fait faire le produit par un partenaire local, indépendant de la firme." Charles-Albert Michalet, professeur d'économie parisien, invité au Luxembourg par le Secrétariat européen commun de la CGTL et du LCGB (Secec), met en garde: "Ce sont les externalisations qui vont se développer au cours des dix prochaines années." Or, après une délocalisation, la nouvelle usine continue à se fournir en biens et services auprès de la maison mère et les profits dégagés reviennent à la firme. Alors qu'une externalisation signifie l'abandon d'un segment de production au profit d'un partenaire lointain, qui finira par s'émanciper et peut même devenir un concurrent.

L'affaire TDK a rappelé aux syndicats l'importance de comprendre ce qui est en train de se passer. Alors que l'usine luxembourgeoise était à la pointe du progrès il n'y a pas si longtemps, en mars de cette année, la société a informé qu'elle allait externaliser la production des CD et DVD. L'usine a donc été démantelée, et seuls subsistent au Luxembourg des départements de logistique et de recherche.

"La mondialisation: processus gagnant-gagnant, est-ce réaliste?" était le titre de la conférence de Charles-Albert Michalet. Apparemment, le processus n'est pas gagnant pour tout le monde.

L'orateur a aussi cité l'exemple de délocalisation effectuée par le fabricant de lingerie Aubade vers la Tunisie. Pourtant, la production à Angoulême générerait du profit. "Pas assez: aujourd'hui les actionnaires exigent un retour sur investissement de 15 %", explique Michalet. C'est cela qui permet de comprendre le paradoxe de la mondialisation: alors que le PIB mondial augmente de 6 %, du jamais vu depuis 1945, cette croissance va de pair avec des inégalités de plus en plus marquées au sein des pays du Nord comme de ceux du Sud.

Emplois perdus

Cette pression exercée par les actionnaires pour gagner plus d'argent menace évidemment l'emploi en Europe et aux Etats-Unis. Certes, la productivité des travailleurs est moins élevée dans les pays du Sud, mais d'après Michalet, cela est plus que compensé par des salaires vraiment très bas. Quoi de plus logique donc, si on veut gonfler la rentabilité, que de transférer la production vers ces pays-là? En fin de compte, l'analyse lucide du professeur Michalet suggère que nous serions victimes d'une logique des choses inexorable.

Nico Clement, l'un des représentants de l'OGBL au sein du Secec, interrogé par le woxx, est moins fataliste: "En ce qui concerne le Luxembourg, je suis confiant dans l'avenir. Nous sommes un peu les vétérans de la mondialisation." Il rappelle que la plupart des grandes entreprises sont arrivées au Luxembourg à la suite d'une délocalisation. Ainsi, Goodyear a fait le choix de produire des pneus à Colmar-Berg plutôt qu'aux Etats-Unis. A l'échelle européenne, le problème principal aux yeux de Clement ne seraient pas "les bas salaires chinois". "Le défi, c'est la concurrence et le dumping social et fiscal entre Etats membres de l'Union européenne. Combiné à la politique monétaire de la Banque centrale, cela étouffe la demande intérieure et empêche l'économie de redémarrer." Le syndicaliste évoque aussi l'argent qui sert à la spéculation sans rapport à la production réelle, et qui génère des bénéfices aux frais du reste du monde. "Plutôt que de discuter de la compétitivité de nos salaires, il faudrait distribuer de manière plus juste la richesse créée."

Espoir retrouvé

Pour faire face à la concurrence des pays du Sud, la recette de Nico Clement rejoint celle des politiciens et des patrons: soutenir la recherche afin de conserver des avantages compétitifs. Toute la question est de savoir si cela suffira pour maintenir une activité économique exportatrice d'envergure dans nos pays. Ainsi l'Allemagne vient de céder sa place de troisième pays producteur de voitures à la Chine. Déjà, des projets concrets existent

pour offrir des modèles chinois sur les marchés européen et américain. Comme l'a fait remarquer Charles-Albert Michalet, les populations du Sud, même si leurs salaires augmentaient, n'achèteraient pas automatiquement chez nous: "Il ne faut pas espérer vendre deux milliards de chaussures Adidas aux Chinois. Ni même des portables. Ce ne sera pas facile de trouver des produits qu'ils ne sauront pas fabriquer eux-mêmes."

Michalet voit dans cette évolution une réalisation de la revendication tiers-mondiste des années 60 et 70: le développement du Sud. "Mais ce qui n'était pas prévu, c'est que ce développement se fasse à nos dépens." Cette amélioration de situation n'est pas contredite par les inégalités croissantes: en Chine, le nombre de milliardaires augmente, mais aussi le niveau de salaire. Le professeur Michalet est convaincu que les problèmes liés à la mondialisation seront résorbés dans la mesure où les salaires convergeront. "A la fin, il n'y aura plus de raison de délocaliser."

Ce scénario "optimiste" ne convainc qu'à moitié Nico Clement. "On peut choisir le laisser-faire et attendre que les syndicats soient légalisés et que les salaires convergent. Ça risque de durer cent ans." Mais le syndicaliste ne veut pas passer pour un adversaire de la mondialisation: "La véritable question n'est pas pour ou contre, mais quelle mondialisation nous voulons." Clement plaide en faveur d'un "coup de pouce" à la convergence, en instaurant, à l'échelle internationale, des régulations sociales, écologiques et de droit du travail. Pour cela, il mise sur l'Europe: "Si l'Union européenne est vraiment une communauté de valeurs, elle doit le montrer, vers l'intérieur et vers l'extérieur."

Raymond Klein

Alexandre Marius Dées de Sterio

Il aura marqué les coeurs et les esprits. Alexandre Marius Dées de Sterio fait partie des victimes de l'accident ferroviaire survenu le 11 octobre. Plusieurs centaines de personnes étaient présentes pour lui rendre un dernier hommage à la cérémonie civile au crématoire de Hamm de ce mercredi. Ses étudiant-e-s et collègues de l'université de Metz, où il enseignait, s'étaient également déplacé-e-s en grand nombre. Le "baron rouge", homme de gauche, franc-maçon et militant humaniste, laisse derrière lui une femme et deux filles, ainsi que beaucoup d'amis personnels et militants. A tous, la rédaction du woxx adresse ses plus sincères condoléances.

Zoufftgen: un seul responsable?

L'erreur était humaine et située du côté luxembourgeois. Voilà pour la version officielle des CFL suite à l'accident ferroviaire survenu le 11 octobre sur la frontière franco-luxembourgeoise provoquant le décès de six personnes. Depuis quelques jours toutefois, des voix souhaitant pour l'instant rester dans l'anonymat pointent du doigt des dysfonctionnements plus profonds et connus de longue date. D'ailleurs, se référant à un communiqué de presse du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des syndicats de cheminots français, le DP demande "à ce que toute la lumière soit faite sur les circonstances ayant mené à l'accident". Comme l'affirme le journal électronique Goosch.lu dans sa dernière édition, et comme cela a été confirmé au woxx par des sources crédibles, le système Radio-Sol-Train (RST) aurait été confronté des problèmes techniques plus graves que ceux connus publiquement. On savait que le train des CFL se trouvait justement à un endroit où le signal d'alarme ne pouvait être entendu. Par contre, aucun autre train se situant dans le rayon de réception du signal d'alarme ne l'aurait pas reçu non plus. Motif: le système ne fonctionnait pas correctement, à cause d'un problème au niveau des décibels - ce que les personnes concernées auraient d'ailleurs dit aux enquêteurs de la police judiciaire. Mais les critiques vont encore plus loin en affirmant que les CFL auraient dépêché une équipe technique auprès du système d'émission du RST pour le réparer avant que la police n'arrive sur les lieux pour constater le problème, ce qui constituerait une destruction de preuve. Interrogé par le woxx, Paul Polfer, porte-parole des CFL, tient à "démentir formellement" ces accusations, estimant au contraire que le Luxembourg détient des systèmes de communication bien plus avancés que les pays voisins.

Gloires et frustrations

Jusqu'à présent, il n'existait au Luxembourg qu'une seule référence objective qui déterminait le who's who national: le "Neie Feierkrop". La règle est limpide: qui ne s'est pas encore vu affublé d'un sobriquet par l'hebdomadaire satirique ne fait malheureusement pas partie du gratin social. Désormais, le DNF a une sérieuse concurrence: le lexique luxembourgeois paru cette année. A l'instar du cinéma grand-ducal, ce lexique sert surtout à y reconnaître des amis ou des connaissances. Et c'est là que ça devient critique, car il est quasiment impossible de le feuilleter sans tomber au moins une dizaine de fois sur une personne que l'on connaît plus ou moins. Mais le plus important, ce n'est évidemment pas de voir les autres, mais de vérifier si les auteurs n'ont pas oublié LA personnalité incontournable: soi-même. Ainsi, lors de la dernière conférence de rédaction, l'on pouvait observer chaque journaliste tourner discrètement les pages en direction de l'initiale de son nom. Et, à y regarder de plus près, de le ou la voir esquisser un sourire soulagé, ou plutôt pâlir et transpirer de déception devant cette preuve supplémentaire de la vacuité de son existence. La rédaction s'est mise au Prozac.